COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Revue de presse
du 15 au 22 Septembre 2017

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

I. COI et ses projets

1.1 Synergie Jeunes 3
- Cerasun, Sara 112 et Zoé, lauréats du Prix Ambition Jeunes 2017
- Synergie Jeunes Réunion remet les prix Ambition Jeune à 3 entreprises et projets

1.2 Genre 6
- Entrepreneuriat : EFOI Maurice – Valoriser le talent des femmes
- Forum Made In Femmes de l'Océan Indien / Cinq femmes représenteront les Comores

1.3 Pêche 9
- Petite pêcherie : une importante partie de la production halieutique

II. Centres d'intérêts

1.1 Biodiversité 10
- Seychelles Islands Foundation to conduct 2-year study of frigatebirds

1.2 Changement Climatique 12
- Changement climatique – Une stratégie de résilience proposée par la FAO

1.3 Économie Bleue 13
- L'économie bleue sous-exploitée

1.4 Environnement 15
- COI : Acteurs humains des mangroves
- Environnement/Congrès international des zones marines protégées : un appel à l'action

1.5 Genre 19
- ENTREPRENDRE AU FÉMININ : Les produits importés « tuent » la créativité locale

1.6 Pêche 22
- Les parlementaires derrière le projet Réunion Pêche Australe

1.7 Sécurité Maritime 24
- Sécurité maritime – La marine reçoit deux patrouilleurs

1.8 Tourisme 26
- Tourisme : ouverture aérienne pour doper les arrivées

1.9 Economies 28
- EXPORTATIONS : Les Comores dans le viseur de Maurice

Cerasun, Sara 112 et Zoé, lauréats du Prix Ambition Jeunes 2017



De g. à dr., Frédéric Oftinger (Cerasun), Romain Pages (Sara 112), Claire Tchuc et Nahéma Pernot (Zoé). (Photo : PS)

La remise des Prix Ambition Jeunes Réunion 2017 a eu lieu, vendredi, à Saint-Denis, en présence de Raj Mohabeer, représentant la Commission de l'Océan Indien, et de Jean-Marc Pequin, président de la Technopole de La Réunion.

Au sein du réseau Synergie Jeunes Océan Indien, deux lauréats participeront à la finale régionale qui se tiendra, les 6 et 7 novembre, aux Seychelles, en partenariat avec le Forum Economique de l'Océan Indien. Romain Delore et Frédéric Oftinger ont reçu le Prix Ambition Jeunes Création Développement pour leur entreprise, Cerasun. Ils développent des systèmes de production d'électricité innovante, à partir de l'énergie solaire, qui valorisant la ressource locale en milieu tropical insulaire.

Pour son projet Sara 112, Romain Pages a reçu le Prix Ambition Jeunes dans la catégorie Porteurs de projet. Sara 112 est une application en développement pour diriger les gestes de premiers secours au moyen d'une vidéo et d'un pilotage à distance. Le Coup de Cœur du Jury, présidé par Fabrice Vandomel, fondateur de Be Green Engineering, est allé à Claire Chuc, Jessica Ferrazzi et Nahéma Pernot, pour le programme Zoé. Un programme d'accompagnement à distance, par des professionnels de santé, des patients atteints d'une pathologie chronique, comme le diabète, pour améliorer la qualité de vie des patients.

Depuis 2013, avec le soutien de la COI, le réseau Synergie Jeunes œuvre à promouvoir l'entrepreneuriat jeunesse à La Réunion, Maurice, Madagascar, aux Seychelles et aux Comores. Organisant chaque année son concours et forum régional Ambition Jeunes, pour favoriser les échanges économiques et apporter des pistes de réflexion sur les problématiques communes dans les îles de la zone Océan Indien.

PS

L'Eco austral
LES IDÉES ET LES HOMMES DE L'OCÉAN INDIEN

http://ecoaustral.com/synergie-jeunes-reunion-remet-les-prix-ambition-jeune-3-entreprises-et-projets

Synergie Jeunes Réunion remet les prix Ambition Jeune à 3 entreprises et projets

PAR PHILIPPE STÉPHANT



De gauche à droite : Frédéric Oftinger, Romain Pages, Claire Tohua et Nahéma Pernot, représentants des 3 entreprises lauréates du prix Ambition Jeune Réunion - Stéphant

Le réseau de jeunes entrepreneurs de l'océan Indien foisonne de projets innovants, aborde de nouveaux territoires et fait son entrée aux côtés du Forum Économique de l'océan Indien.

La dynamique de Synergie Jeunes, premier réseau de jeunes entrepreneurs de l'océan Indien, commence à s'étendre au-delà des 5 territoires insulaires de la COI. Déjà fort de 300 adhérents, aussi bien à La Réunion qu'à Maurice, Madagascar, les Comores et les Seychelles, Synergie Jeunes organise chaque année le concours Ambition Jeune, pour détecter les projets les plus prometteurs de l'océan Indien. *« Chaque année nous sommes agréablement surpris, par la qualité des sujets proposés, par la volonté de nos jeunes à se développer à l'international, et nous œuvrons pour que ces rêves deviennent réalité,* témoigne Moea Latrille, présidente de Synergie Jeunes Réunion*. »*

Le 15 septembre, à Saint-Denis, avait lieu la remise des prix Ambition Jeune Réunion aux lauréats qui iront défendre les chances de l'île lors de la finale régionale, les 6 et 7 novembre, aux Seychelles. Dans la catégorie Création Développement, les lauréats sont Frédéric Oftinger et Romain Delore, pour leur entreprise Cerasun, qui prépare l'industrialisation d'une première solution innovante de production d'électricité à partir de l'énergie solaire. *« Synergie Jeunes est un tremplin pour aller plus loin. Nous avons une vision sur l'océan Indien, et ce développement ne se fera pas sans la participation d'autres entreprises sur d'autres territoires,* commente Frédéric Oftinger*. »*

Dans la catégorie Porteur de Projet, le lauréat est Romain Pages, pour son projet d'application mobile d'assistance aux premiers secours, Sara 112. *« Le Prix Ambition Jeune est une très belle opportunité qui confirme l'envie et l'intérêt suscités par le projet, et j'en remercie le réseau Synergie Jeunes,*

confie Romain Pages*.* » Sara 112, comme Cerasun, sont hébergés dans l'Incubateur régional de la Technopole de La Réunion.

Une présence au Forum Économique de l'océan Indien

Les lauréats ont pu bénéficier d'autres actions d'accompagnement, et de la dynamique d'événements tels que le Startup Week-end, organisé par l'Association Webcup. Une compétition remportée, en 2016, par le projet Zoé qui est distingué par Synergie Jeunes comme le Coup de Cœur du jury Ambition Jeune. Alors que l'application Sara 112 projette d'assister les témoins d'accidents de santé par un pilotage de leur smartphone, en guidant les gestes de première urgence, Zoé sera une application de confiance et une plateforme de suivi en temps réel, des patients diabétiques ou souffrant d'autres affections chroniques. *« Zoé sera animée par des professionnels de santé, formés en ce sens, qui pourront effectuer des prises en charge personnalisées, et créera une communauté pour que les patients ne se sentent pas isolés,* expliquent les 3 infirmières lauréates ; Claire Tchuc, Nahéma Pernot et Jessica Ferrazzi. »

Le réseau Synergie Jeunes s'est formé en quelques semaines, en 2013, grâce au soutien de la JCE (Jeune chambre économique) et de la COI (Commission de l'océan Indien), son partenaire initiateur. *« L'organisation du concours Ambition Jeune a donné naissance au Forum Ambition Jeune, dès 2015. Le plus grand rassemblement de jeunes entrepreneurs de l'océan Indien, fort de 150 participants. Et, cette année, le Forum sera organisé conjointement au Forum Économique de l'océan Indien, où l'UCCIOI et la COI envisagent de nous accueillir pour des échanges communs,* se réjouit Moea Latrille*.* » En même temps que cette entrée sur la grande scène entrepreneuriale indianocéanique, Synergie Jeunes voit son réseau commencer à atteindre d'autres territoires, comme Djibouti. « *Ce qui est notre vocation*, ajoute Moea Latrille. »

COI et ses Projets

Genre

16 Septembre 2017

http://www.lemauricien.com/article/entrepreneuriat-efoi-maurice-valoriser-talent-des-femmes

ENTREPRENEURIAT | EFOI Maurice :

«Valoriser le talent des femmes»

La deuxième édition du salon *« Made In Femmes »* se tiendra du 28 septembre au 1er octobre sous un chapiteau devant le restaurant La Petite Cannelle au Domaine Les Pailles. L'annonce a été faite mercredi matin à My Biz, à Port-Louis. Cette manifestation, qui regroupera 150 femmes issues de différentes îles de l'océan Indien, est une plateforme pour la présentation de leur créativité de même que pour favoriser des échanges techniques et commerciaux.

Cet événement international, organisé par Entreprendre au Féminin Océan Indien (EFOI), sera l'occasion pour l'EFOI de célébrer ses 15 ans. Le salon donnera la possibilité aux femmes issues de Maurice, La Réunion, Rodrigues, Madagascar, des Comores et des Seychelles d'exposer et de vendre leurs créations au public. *« C'est un projet porté par l'EFOI de La Réunion et ce salon est organisé à tour de rôle dans chaque pays de la région »*, explique Ginette Anaudin, l'une des responsables de l'organisation du salon et également femme entrepreneur. Le choix de Maurice, indique-t-elle, figurait déjà sur la liste du plan d'action de 2017/2018. *« La différence cette année est la venue de l'Afrique du Sud et de Zanzibar au salon »*, dit-elle, soulignant que ces deux pays participeront au salon grâce au contact établi lors de la première manifestation à La Réunion en 2014.

L'organisation reçoit le soutien de la COI et d'autres institutions nationales et internationales depuis 2007. Au niveau régional, l'EFOI Maurice a établi un comité. Par ailleurs, un comité de pilotage sera aussi mis en place pour l'adoption des résolutions, la réalisation d'un bilan pour chaque plateforme et la présentation de propositions pour l'avenir. *« Nous voulons qu'il y ait plus d'échanges techniques et commerciaux »*, précise Ginette Anaudin, en ajoutant qu'il faut également *« aider les femmes des régions rurales dans le domaine agricole »* à participer à cette manifestation.

De son côté, Jennifer Thomas, présidente de l'EFOI Maurice, avance que le but du salon est de promouvoir l'association. *« On veut soutenir les femmes, surtout celles des régions rurales »*, dit-elle, car ces dernières *« ont fait montre de leurs talents »*. Elle poursuit : *« Ce salon permet de valoriser la créativité de la Mauricienne comme il se doit. »* Jennifer Thomas a demandé le soutien du gouvernement et des institutions concernées afin d'aider les femmes car elles *« contribuent à l'économie du pays et font la promotion de Maurice au niveau régional et international »*. L'EFOI a choisi quatre secteurs, à savoir l'agro-industrie, le textile, l'artisanat et les services. Les femmes participantes présenteront leurs créations dans lesdits secteurs.

Rencontre Business to Business

L'édition mauricienne bénéficie du soutien de la Commission de l'océan Indien, de l'EFTICOI et des ministères mauriciens de l'Industrie et du Commerce, et celui de l'Activité économique. L'EFTICOI est une fédération de six associations : EFOICom ; EFOIMaurice ; EFOI Espace Rodrigues ; EFOI-Madagascar ; EFOISeychelles et Défis de Femmes. L'EFOI Maurice existe depuis 2001. La solidarité entre les femmes est aussi attendue durant ce salon. Les produits seront vendus à un prix abordable à tous les visiteurs.



La deuxième édition du salon 'Made in Femmes' se tiendra à Maurice. L'annonce a été faite mercredi matin à My Biz

Des rencontres techniques, professionnelles et commerciales entre les îles de la région sont à l'agenda durant ces quatre jours du salon. L'amélioration des échanges est aussi prévue avec l'aide des institutions concernées. Ginette Anaudin fait ressortir que l'EFOI a contacté la Chambre de Commerce et l'Association des Hôteliers et Restaurateurs de l'île Maurice (AHRIM) pour que les participantes puissent rencontrer les entrepreneurs et créer des partenariats. L'échange, selon elle, créera plus d'opportunités et ouvrira de nouveaux marchés pour les femmes dans le secteur des services dans les pays de la région. L'OIF a également demandé à l'EFOI de créer une plateforme de femmes entrepreneures francophones. *« Nous avons la possibilité d'étendre la plateforme vers d'autres pays »*, dit-elle.

La Gazette des Comores

21 Septembre 2017

http://lagazettedescomores.com/economie/forum-made-in-femmes-de-l'océan-indien-/-cinq-femmes-représenteront-les-comores-.html

Forum Made In Femmes de l'Océan Indien / Cinq femmes représenteront les Comores

21/09/2017 admin



Le forum des femmes entrepreneurs de l'océan Indien se tient à Maurice à partir du 28 septembre. Synergie Jeunes Comores a bénéficié du soutien de la Commission de l'océan Indien pour que l'Union des Comores soit représentée à ce grand évènement.

Cinq jeunes femmes comoriennes prendront part au forum Made In Femme de la commission de l'Océan Indien prévu du 28 septembre au 1er octobre à Maurice. Elles sont toutes des lauréates de Synergie Jeunes Comores et devraient aller montrer le savoir faire de l'archipel.

Plus de 150 exposants seront présents à cette rencontre qui permet aux femmes entrepreneurs de la région de promouvoir leurs activités et nouer de nouveaux partenariats, selon Farida Djalim, présidente de Synergie Jeunes Comores.

« Nous avons bénéficié de l'appui de la COI. Les 5 participants sont issus de divers domaines notamment l'artisanat, le textile, l'esthétique, le tourisme, la cosmétique et ont déjà montré leur savoir faire et tout leur talent », a-t-elle déclaré à La Gazette des Comores /HZK-Presse.

La délégation sera conduite par Farida Djalim, présidente de Synergie jeunes Comores et directrice commerciale de Discovermores, une boite qui fait la promotion du tourisme dans les îles de la lune. Anturia Midiladji, qui a remporté le prix du meilleur Jeune Entrepreneur de la COI avec son projet Nutrizione Food sera aussi de la délégation, tout comme Asmi Sagaf et Anazrat Mohamed. Cette dernière, native d'Anjouan, exploite le Moringua (Mwendje, ndlr) un produit qui a des vertus médicinales et nutritionnelles et dont on peut consommer de multiples façons. Asmi Sagaf quant à elle vient de se lancer dans la poterie et a déjà ouvert son atelier-boutique de céramique.

Al-hamdi A. Hamdi

Petite pecherie: une importante partie de la production halieutique

Par Les Nouvelles sur 21/09/2017

Le secteur de la pêche est encore dominé par des petits pêcheurs en difficulté. Alors qu'à Madagascar, 60% de la valeur ajoutée du secteur (pêche, transport, transformation…) provient de la petite pêche.

Spore, le magazine trimestriel du Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA) des pays ACP, vient de dresser, dans son édition n° 186 (Septembre – Novembre 2017), un état des lieux du secteur de la pèche dans l'océan Indien. Selon les analyses effectuées sur le sujet, l'on note qu'à l'instar des pays ACP, notamment sur les îles de l'océan Indien, les petits pêcheurs sont des acteurs majeurs.

Le secteur de la pêche représentait 6,7% du PIB de Madagascar en 2016, selon les données de Smartfish, un programme de la Commission de l'océan Indien (COI), financé par l'Union européenne, visant à développer la pêche en Afrique. Pourtant, le secteur demeure dominé par des petits pêcheurs en difficulté. Ils produisent beaucoup avec peu de moyens. Et selon les estimations de Spore, parmi les 85.000 pêcheurs malgaches recensés, seule une dizaine d'entre eux possède une vedette motorisée. La sécurité en mer et les moyens de conservation des produits de la pêche sont quasi inexistants.

Des acteurs majeurs et légitimes

Le Code de la pêche, adopté en février 2016, fait néanmoins des petits pêcheurs des acteurs majeurs du secteur en leur donnant plein pouvoir relatif à la gestion des ressources halieutiques, laquelle n'est plus l'apanage de l'Etat. Par ailleurs, le Code de la pêche ainsi amendé et le plan d'aménagement de la pêche, encouragent l'implication des organismes non gouvernementaux.

Le mode d'exploitation des aires marines et les disciplines y afférentes sont confiés aux «Vondrona olona Ifotony (VOI)», des communautés locales de pêcheurs qui se sont associées en groupement formel pour prendre en main la gestion des ressources halieutiques. Résultat, le stock de poissons est bien géré, l'environnement protégé, la production augmentée. De leur côté, des ONG forment les pêcheurs et les aident à accéder à des financements pour le renouvellement de leur matériel, tandis que l'Etat est en charge du suivi et du contrôle des activités.

Reste que la majeure partie des petits pêcheurs est encore peu armée pour se défendre. A Madagascar, plus de 75% d'entre eux ont à peine un niveau scolaire primaire.

Et le magazine rapporte les propos de Roginah Rafidison, directeur général de la pêche de Madagascar qui affirme que : «Outre la volonté politique, le problème est plus d'ordre économique que technique. Mais une fois la petite pêcherie consolidée, il conviendra de renforcer les collecteurs exportateurs professionnels en vue de booster la filière».

Arh.

Seychelles Islands Foundation to conduct 2-year study of frigatebirds

Victoria, Seychelles | September 15, 2017, Friday @ 14:49 in Environment » SPECIES | By: Daniel Laurence Edited by: Betymie Bonnelame | Views: 1129





Males in breeding plumage. (Seychelles Island Foundation) Photo License: All rights Reserved

The **Seychelles Islands Foundation** (SIF) plans to conduct an in-depth study on the breeding cycle of frigatebirds one of the most populous species in Seychelles found on the Aldabra atoll.

The Aldabra research team will follow each of the four frigatebirds colonies for two years through the various stages of their breeding cycles.

"This is because frigatebirds have a long breeding cycle. It can take up to 18 months for a pair to produce a fully independent chick, so a study period of two years is the minimum length of time required to document all the stages of the breeding cycle," said Lorraine Cook, a volunteer working on the frigatebirds programme.

The name frigate comes from the French word "frégate," meaning a fast warship in association with the way the bird flies head extended and swiftly takes its prey out of the sea without touching the water. The frigatebirds which have long wings and fork tails with slender hooked bills breed in Aldabra atoll, one of the Seychelles UNESCO world heritage sites located 1,120 kilometres southwest of the main island of Mahe. The atoll hosts one of the world's largest population of the species. The foundation conducted a census of the breeding population once a year since 2011 and estimates that between 6,000 and 11,000 birds attempt to breed each year. The numbers fluctuate due to factors like food availability and irregular breeding.

However, the census misses birds that have finished breeding or whose breeding attempt failed or are hidden by vegetation. The new in-depth study will increase current knowledge of frigatebirds breeding cycles, which in turn will assist the Foundation in producing a more accurate estimate of the population. "Over the next two years we will learn how breeding stages differ between greater and lesser frigatebirds and also how they have changed since the last detailed study that was carried out 40 years ago," said Cook. The volunteer working on the Frigatebirds programme said the study will also enable the Foundation to get a picture of how the two species are distributed across the atoll.



One of the previous survey team carrying out the annual count of the seabirds on Aldabra (Seychelles Island Foundation) Photo License: All Rights Reserved

"This information will help us to manage activities around breeding colonies in order to avoid times when breeding birds are most sensitive to disturbance," said Cook. She added that the research team will carry out the monitoring through visiting the colony every four weeks. "At each visit, the team will count the numbers of birds within a small subsection on the colony, assigning birds to categories based on species and different stages of the frigatebird breeding cycle," Cook said. By observing the numbers of birds in each of these stages throughout the year, the Foundation will be able to see when each stage starts, how long it lasts, when it peaks and how it differs between the two species on Aldabra -- the greater and the lesser frigatebirds.

The two species are closely related and look very similar except the greater frigatebirds are slightly larger but this is hard to notice while the lesser frigatebirds have a white band of feathers in the 'armpits' of their wings which can be seen easily when they are flying. The **Seychelles Islands Foundation** has strict regulations associated with visiting the frigate colony areas, especially for tourists' visits to Aldabra. The researchers and rangers working on this beautiful and wild atoll feel extremely fortunate to have the opportunity to get up close and personal with these majestic seabirds. Cook said the research staff is excited to begin this project and learn more about their most common resident seabird. This is also the perfect time of year to begin monitoring as male birds are busy trying to attract a mate.

Changement climatique – Une stratégie de résilience proposée par la FAO

L'organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'agriculture (FAO) a présenté avant-hier une stratégie de résilience de l'agriculture et de la sécurité alimentaire pour Madagascar, des domaines actuellement affectés par le changement climatique. La stratégie résulte d'un long processus de travail avec les partenaires du développement agricole et de la lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition dans le pays. Quelques grands points sont à souligner dans la stratégie, tels que des actions de gouvernance des risques et des crises, la surveillance par des systèmes d'information et d'alerte rapide, l'application des mesures de prévention et d'atténuation et la réponse aux crises en agriculture, élevage, pêche et foresterie. «La résilience est la capacité à prévenir les catastrophes et les crises ainsi qu'à anticiper, absorber les chocs et adapter ou rétablir la situation d'une manière rapide, efficace et durable. Cela comprend la protection, la restauration et l'amélioration des systèmes des moyens d'existence face à des menaces ayant un impact sur l'agriculture, la sécurité nutritionnelle et alimentaire et la sécurité des aliments », précise la FAO. Sans le renforcement de la résilience, apprend-on, les populations, surtout vivant de l'Agriculture (culture, pêche, élevage, forêts) ne pourront jamais voir d'évolution positive vers le développement de leurs activités. Le représentant de la FAO, Patrice Talla Takoukam a indiqué que « les personnes ayant des moyens d'existence résilients sont mieux à même de prévenir et de réduire l'impact des catastrophes dans leur vie. Ils peuvent mieux résister aux dommages, récupérer et s'adapter lorsque les catastrophes ne peuvent être évitées ». La FAO aide le gouvernement à mettre en œuvre des mesures appropriées de gestion et d'intervention pour faire face aux urgences et lutter contre les effets des invasions acridiennes, des inondations, des cyclones, des sécheresses et du changement climatique en général.L'assistance de la FAO à Madagascar est définie par le Cadre de programmation par pays 2014-2019 (CPP) de la FAO.

Mirana Ihariliva

L'économie bleue sous-exploitée



L'économie bleue a du potentiel mais est sous-exploitée (photo d'archives).

Conjoncture. L'Iedom vient de publier une étude sur l'économie bleue à la Réunion. "Il existe aujourd'hui une vraie stratégie de la France et de l'Union Européenne pour que l'océan devienne un moteur de croissance. À La Réunion, l'économie bleue a un vrai potentiel", indique David Perrain, chargé d'études. Mais elle n'est pas un secteur ou une filière en soi. Selon la Commission européenne, elle englobe toutes les activités économiques liées aux océans, aux mers et aux côtes".

Dans cette définition, l'économie bleue emploierait preÌ s de 7 500 personnes aÌ La Réunion, ce qui représente 2,9% de l'emploi total dans l'île en 2012. Un poids proche de celui de la France côtieÌ re (3,1%), mais loin de celui des Antilles (6,4% en Martinique et 7,1% en Guadeloupe). Pour l'Iedom cet écart est dû à une activité touristique et de croisieÌ re moins développée et d'une géographie maritime plus contraignante, rendant plus difficile la pratique de la pêche. Résultat, l'économie bleue est encore modeste à la Réunion.

Si l'on prend en compte les activités liées aux produits de la pêche, au transport maritime et à l'activité portuaire, l'économie bleue fait travailler 1 900 salariés en 2015 (soit 1,1% de l'emploi marchand). Le secteur étant dynamique, le nombre de salariés y progresse trois fois plus rapidement que l'ensemble des salariés du secteur privé (+3,9 % par an en moyenne entre 2008 et 2015).

La pêche locale reste une activité fragile, mais dispose d'entreprises structurées (dans la capture, l'exportation ou la transformation) et se répartit en trois catégories : la pêche artisanale, la pêche palangrière (1812 tonnes de captures en 2015) et la pêche industrielle dans les TAAF (principalement légine et langouste). Cette dernière permet un export

important vers l'Asie. Côté tourisme, les croisières sont en plein expansion depuis 2015 où le port a accueilli 32 escales de paquebots.

Bien que modeste, l'économie bleue réunionnaise se structure. Parmi les secteurs d'avenir à fort potentiel : les énergies vertes. Alors que la loi de transition énergétique prévoit que l'électricité soit produite à base d'un mix énergétique à 50% renouvelable, la climatisation marine et l'énergie thermique des mers sont deux pistes intéressantes. La production de micro-algues est aussi une activité de niche aÌ forte valeur ajoutée. Centre de recherche sur le milieu marin, la Réunion pourrait devenir une base avancée de l'observation des changements climatiques.

COI : Acteurs humains des mangroves

Certains chercheurs en sciences humaines, à l'instar du géographe, Gilbert David de l'Université de Montpellier, considèrent les mangroves comme un socio-écosystème, voire un « éco-socio système ». Un socio-écosystème faisant intervenir des acteurs humains, au niveau social, économique et politique.
Des variations sensibles sont observées selon les zones de l'Océan indien, mais les pressions et les enjeux restent les mêmes, que ce soit à Maurice, à Madagascar ou aux Comores. Au niveau social, les scientifiques, les gestionnaires, comme les décideurs commencent à prendre conscience de l'importance de l'implication des communautés locales dans la préservation et la gestion des mangroves. La tendance générale en est donc à la cogestion, car ces communautés locales sont censés être les premiers bénéficiaires des mangroves.

Sécurisation financière. Toutefois, des travaux sont à entreprendre sur leur sécurisation financière et la représentation qu'ont les communautés locales de la préservation de la biodiversité en général et des mangroves en particulier. Ceux sont en effet cette représentation et cette sécurisation-là qui conditionnent l'implication conséquente et durable de la population. De plus, les populations locales, engluées dans la pauvreté, attendent en retour, même implicitement, une « sécurisation financière » en échange de leur protection de l'environnement. Ce point explique en grande partie, la tendance de la population à la recherche de gains faciles, d'où *« une instrumentalisation facile de la population à des fins pécuniaires »,* selon Jacques Iltis, géographe de l'IRD, basé à Montpellier.
MOIO. Dans le cadre du colloque Mangroves de l'Océan indien occidental, les gestionnaires d'aires protégées se sont mis d'accord sur le point que pour persuader les populations locales à protéger la biodiversité, il faut plutôt leur parler des services et des biens et services dont elles bénéficient par le biais des mangroves. Cependant, l'éducation environnementale n'est pas à négliger, même si cela relève d'un travail de longue haleine et décourageant au regard de la résistance au changement, parfois vivace dans les mentalités. Une éducation environnementale qui serait plus efficace quand elle est prodiguée dès le plus jeune âge, comme à Pondichéry (Inde) où le projet Mangroves Action Project (MAP) éduque les enfants à la protection de l'environnement et des mangroves en particulier. Travaux à l'issue desquels, C.Proisy, membre initiateur du MAP s'est rendu compte que : « *Les enfants sont les meilleurs gestionnaires d'aire protégées* ». Une initiative à adapter au contexte malgache.
Luz R.R

La Gazette des Comores

18 Septembre 2017

http://lagazettedescomores.com/société/environnement-/-congrès-international-des-zones-marines-protégées-un-appel-à-l'action-.html

Environnement / Congrès international des zones marines protégées : un appel à l'action

18/09/2017 admin



Le quatrième Congrès international des zones marines protégées (IMPAC4) s'est réuni à la Serena Coquimbo, au Chili, du 5 au 8 septembre 2017 sous le thème «Aires marines protégées: rapprocher les gens et l'océan». Une réunion de haut niveau a eu lieu le 9 septembre à Valparaiso.

Ce thème soulignait la nature complexe de la relation océan-homme et les avantages des zones marines protégées (AMP) et de l'océan, pour les nombreuses prestations de service dépendant de son écosystème. Ont été présents, les gestionnaires et praticiens de la conservation marine pour un partage des connaissances, des expériences et les meilleures pratiques sur des questions comme les AMP et les changements mondiaux, y compris les changements climatiques et l'acidification des océans.

D'autres thèmes comme les AMP et les communautés côtières, y compris l'autonomisation des femmes, le développement et la croissance économique; une gestion efficace et réussie des AMP, y compris des initiatives de développement durable ont été abordés. La question des financements pour les AMP; les visions futures partagées, y compris la planification de l'espace marin et l'action collaborative menée par les jeunes ont été aussi débattus.

La réunion de haut niveau a réuni des décideurs mondiaux, les ministres de l'environnement et d'autres personnes pour adopter la « Déclaration de Valparaiso » liée à la cible 11 d'Aichi sur la biodiversité, qui stipule que d'ici 2020, au moins, 17% des eaux terrestres et intérieures et 10% des zones côtières et marines, en particulier les zones d'une importance particulière pour la biodiversité et les services écosystémiques sont conservées grâce à des systèmes d'aires protégées efficacement et équitablement gérés, écologiquement représentatifs et bien connectés et d'autres mesures de conservation axées sur les zones et intégrés dans les paysages et les paysages marins plus vastes et le but 14 du développement durable (La vie sous l'eau).

Le samedi 9 septembre 2017. Des chefs d'État, des ministres et d'autres dignitaires se sont réunis pour discuter des résultats de l'IMPAC4 et évaluer la voie à suivre. Les participants ont entendu des discours d'ouverture du Prince Albert II de Monaco, qui a déclaré qu'une gestion efficace des MPA dépend de critères spécifiques de protection; et Michelle Bachelet, présidente de la République du Chili, qui a déclaré que des actions conjointes et coordonnées sont nécessaires pour répondre aux besoins de notre planète et que le message est clair: "ça en vaut la peine, et c'est possible".

La réunion s'est terminée par un Appel à l'action sur les AMP, autour de laquelle un certain nombre de pays et d'organisations ont pris la parole pour exprimer leur soutien, notamment: l'Argentine; Brésil; Uruguay; Gabon; Pérou; France; Royaume-Uni; l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture; Programme de développement des Nations Unies; et le Partenariat transatlantique des zones marines protégées.

Pour rappel, les Comores ont lancé, il y a un bout de temps un processus de mettre en place un système consolidé et opérationnel d'aires protégées qui soit représentatif de la richesse en biodiversité et offrant des perspectives de durabilité.

Mmagaza

LEMAURICIEN.COM
INDÉPENDANT D'INFORMATION ET D'OPINION

http://www.lemauricien.com/article/entreprendre-au-feminin-les-produits-importes-tuent-la-creativite-locale

ENTREPRENDRE AU FÉMININ : Les produits importés « tuent » la créativité locale

ARTICLE PARU DANS LE MAURICIEN | 16 SEPTEMBER, 2017 - 18:00



Des entrepreneuses interrogées par Le Mauricien sont unanimes. Les produits importés font tort à leur créativité et, par conséquent, leur activité. Si certaines n'ont d'autre choix que de se réinventer pour ne pas « tuer » leur talent inné, d'autres réclament que l'on limite l'importation des produits, qui peuvent être générés à Maurice. Ainsi souhaitent-elles protéger le savoir-faire mauricien.

Catherine Malepa, 23 ans, directrice de Franc & Son

Catherine Malepa a commencé sa carrière dans l'entrepreneuriat en suivant les traces de sa mère. Si la compagnie qu'elle gère arrive à sortir la tête hors de l'eau à travers les mesures qu'elle a mises en place, elle craint malgré tout les produits importés. Pour cause : les importations affectent le travail des entrepreneurs locaux, qui n'ont que le marché mauricien pour survivre. « Je vends des produits de qualité qui sont fabriqués localement à la main », relate Catherine Malepa. « Mais je constate que les gens ne veulent pas les acheter, car les produits importés sont vendus à un prix très compétitif contrairement à nos produits. Cela n'est pas en notre faveur et a un impact négatif sur l'artisanat mauricien ». Catherine Malepa a donc commencé à diversifier ses activités, mais regrette que les entrepreneurs à Maurice ne disposent pas du soutien nécessaire au plan du financement. « Mettre en place une entreprise requiert beaucoup d'investissements. Souvent, les entrepreneurs sont pénalisés, car ils n'ont pas assez de garanties à offrir aux institutions financières qui leur prêtent de l'argent », relate-t-elle. Cette jeune entrepreneuse, qui dit aimer ce qu'elle fait, ne veut pas voir la disparition du savoir-faire mauricien. Selon elle, il est temps de revoir les lois sur l'entrepreneuriat pour que les entrepreneurs mauriciens puissent bénéficier d'une protection par rapport aux produits importés. « Nous ne voyons que des produits importés dans les magasins, alors qu'il est rare de trouver un produit mauricien. Je veux réussir en tant qu'entrepreneur et, pour cela, il faut que je sois protégée et soutenue par le

gouvernement », plaide-t-elle. Catherine Malepa est d'avis que les entrepreneurs mauriciens peuvent facilement fournir différents produits sur le marché mauricien. « Nos entrepreneurs sont talentueux et leur créativité doit être valorisée. Je pense que Maurice peut devenir autonome dans ce secteur et ainsi aider à la création d'emplois ». Écoulant tous ses produits sur le marché local, Catherine Malepa ne cache pas le fait qu'elle réussit grâce à sa créativité et la qualité de ses produits. C'est d'ailleurs à travers le bouche-à-oreille qu'elle a bâti sa réputation. Toutefois, elle aurait souhaité qu'il y ait plus de foires à Maurice pour que les femmes puissent faire valoir leur passion pour l'artisanat. Pour que son entreprise puisse continuer à opérer, Catherine Malepa mise beaucoup sur l'innovation en dépit des obstacles qui se dressent sur sa route. « Nous devons être préparés à toute éventualité et surtout apporter de la qualité dans notre travail », confie-t-elle. Mais pour cette femme d'affaires, le plus important est d'être passionné par son métier. Si elle a reçu différentes formations offertes par des institutions concernées, Catherine Malepa avance qu'elle travaille dur tous les jours pour mener à bien son business, et ce en dépit des difficultés.

Rosie Félix, entrepreneuse depuis 25 ans

« Les produits importés nous tuent », déplore Rosie Félix, qui s'est spécialisée dans le textile après avoir laissé de côté le cuir. L'importation de produits venant d'Inde et de Chine, selon elle, constitue un obstacle à la créativité et au talent des entrepreneurs mauriciens. Travaillant avec une entreprise purement mauricienne dans la confection de peluches, cette entrepreneuse demande au gouvernement de limiter l'importation de produits fabriqués à l'étranger pour promouvoir davantage le savoir-faire local. Si d'un côté elle est affectée par les produits importés, de l'autre côté, elle avance que le manque de financement constitue aussi un élément négatif pour les entrepreneurs. Rosie Félix, très passionnée par la fabrication de sacs en cuir, regrette le fait qu'elle a dû tout abandonner, car « c'était difficile de concurrencer avec les produits asiatiques à un prix très bas. » Rosie Félix soutient que les entrepreneurs mauriciens n'ont pas le soutien adéquat comme souhaité. Selon elle, malgré tous les plans qui existent pour les entrepreneurs, la réalité est totalement différente. « Les petites entreprises font face à de nombreux obstacles », regrette-t-elle. Même si des lois ont été votées pour les entrepreneuses, elle soutient qu'il y a encore du chemin à faire pour voir la réussite de la femme mauricienne. « Il est difficile d'avoir du financement car les banques demandent des garanties, et certains entrepreneurs ne peuvent pas en donner », dénonce-t-elle, ajoutant que de nombreuses femmes ne parviennent pas à franchir un palier à cause de cela. Constatant la panoplie de produits importés, Rosie Félix a observé la préférence pour ces produits contrairement à ceux qui sont fabriqués localement. « Aujourd'hui, c'est le prix qui compte le plus », observe-t-elle. Cette entrepreneuse regrette également le manque de main-d'œuvre locale pour consolider le secteur de l'entrepreneuriat à Maurice. Concernant les foires régionales ou internationales, Rosie Félix préfère participer aux foires locales pour montrer les produits mauriciens. Malgré les difficultés, elle ne baisse pas les bras. « Il faut être persévérante,

car nous allons échouer quelquefois. Il faut qu'on se relève et surtout aimer ce qu'on fait », conseille-t-elle à ceux qui veulent démarrer leur business. Travailler pour uniquement avoir de l'argent, selon elle, ne permettra pas de réussir.

Hélène Talbot, entrepreneuse spécialisée dans la bijouterie et la peinture

Ayant entrepris son parcours il y a 20 ans, Hélène Talbot tient toujours son entreprise malgré les difficultés rencontrées, dont les produits importés. « On fait de notre mieux pour lutter contre ces produits, mais il nous faut l'aide des autorités concernées », lance-t-elle. Hélène Talbot qui fait partie d'un groupe mauricien qui se spécialise dans l'artisanat, avance que ce groupe éprouve des difficultés à faire entendre la voix des entrepreneurs. Pour se démarquer des produits étrangers, Hélène Talbot avance qu'elle travaille avec des produits qu'elle peut recycler. « Ainsi, je ne dois pas trop investir dans les matières premières, car mon prix est plus compétitif que d'autres produits venant de Chine et qui envahissent le marché mauricien », relate-t-elle. Sa force réside dans ses pièces uniques, avec lesquelles elle façonne différents types de bijoux. Des pierres semi-précieuses, des perles de culture, de la nacre, entre autres, sont autant de matière première qu'elle transforme en chef-d'œuvre. L'unicité de son travail lui a d'ailleurs permis d'obtenir des prix à l'international. Hélène Talbot dit se démarquer à travers son concept : la protection de l'environnement. Aujourd'hui, elle vend ses produits dans des hôtels et ne veut pas mettre un terme à son parcours malgré les défis présents.

Ginette Anaudin, entrepreneuse spécialisée dans la literie

« Nous rencontrons des difficultés, mais nous faisons des efforts pour offrir des produits haut de gamme et innovants », avance Ginette Anaudin, responsable de la compagnie Cosi Couette. Selon elle, la compétition est présente sur le marché, mais il est important pour les entrepreneurs de toujours innover. Pour Ginette Anaudin, il faut se former à l'entrepreneuriat et acquérir les compétences nécessaires et surtout s'informer continuellement sur ce qui se passe au plan du développement économique pour renforcer ses capacités. À la différence des autres, Ginette Anaudin estime que les entrepreneurs sont soutenus. « C'est pour cela que l'entrepreneur doit se tenir toujours informé. De l'aide, vous en trouverez dans le secteur public aussi bien que le privé », constate-t-elle. Selon elle, l'association Entreprendre au Féminin Océan Indien, qui a pour objectif la promotion de l'entrepreneuriat féminin au niveau national et régional, travailles-en étroite collaboration avec les institutions publiques et privées pour consolider les capacités des femmes afin qu'elles profitent des opportunités qui leur sont offertes. Par ailleurs, Ginette Anaudin pense qu'il faut régulièrement revoir les structures et les améliorer pour offrir un meilleur écosystème au secteur entrepreneurial.

clicanoo.re

15 Septembre 2017

https://www.clicanoo.re/Economie/Article/2017/09/15/Les-parlementaires-derriere-le-projet-Reunion-Peche-Australe_490689

Les parlementaires derrière le projet Réunion Pêche Australe



Photo d'illustration

Réunion Pêche Australe (RPA), l'un des 5 armements français autorisés à la pêche à la légine par la préfecture des Terres australes et antarctiques françaises (TAAF) en 2016, reçoit le soutien de nombreux parlementaires, tous partis confondus. Alors que l'an dernier, l'entreprise avait obtenu un droit de pêche à la légine, l'entreprise ne s'est pas encore vue attribuer de quota pour la campagne 2017-2018 qui vient de commencer le 1er septembre. Un arrêté complémentaire doit être prochainement publié par la préfecture des TAAF concernant le reste du Total Admissible de Capture, non encore affecté.

Réunion Pêche Australe, qui intègre 80 petits pêcheurs réunionnais, avait obtenu lors de la dernière campagne un quota de 100 tonnes. Les parlementaires demandent à ce que ce même quota lui soit réattribué cette année, afin de permettre un meilleur ancrage territorial et un partage de la ressource pour tous les pêcheurs de la Réunion.

La société avait déjà été fortement appuyée l'an dernier par les sénateurs Michel Fontaine (LR) et Michel Vergoz (PS) ; alors que David Lorion (LR) a interpellé le Premier ministre sur ce sujet dès le début du mois de juillet, puis à nouveau il y a quelques jours, ce sont à leur tour Nathalie Bassire (LR), Huguette Bello (PLR),Gelita Hoarau (PCR), Erika Bareigts (PS) et Thierry Robert (LREM) qui viennent de faire connaître au Gouvernement et à la préfète des TAAF leur soutien au projet de Réunion Pêche Australe et leur souhait d'une juste répartition des quotas de légine, non encore attribués pour la campagne de pêche en cours.
La temporisation dans l'affectation définitive des quotas nuit à l'organisation de RPA qui se voit dans l'incapacité de confirmer pour l'instant l'option qu'elle a posée sur le Corinthian Bay et de recruter son équipage.

« L'an dernier, une revendication historique des « petits pêcheurs » de La Réunion a enfin été entendue : avoir la possibilité de bénéficier des retombées de la pêche à la légine, ressource extrêmement rémunératrice qui se trouve aux portes de notre bassin maritime. Nous espérons que la demande de RPA, dont nous faisons partie, reçoive une réponse favorable du gouvernement et des TAAF très prochainement », déclare Stéphane Vienne, gérant de la SAPPMA (Société des Artisans Pêcheurs Professionnels des Mers Australes, actionnaires à 19% de RPA).

Sébastien Camus, Président de Réunion Pêche Australe, se dit confiant. *« Le soutien dont nous bénéficions actuellement, qui dépasse les luttes entre les partis, est une belle preuve de la qualité de notre projet et de l'intérêt qu'il présente pour la Réunion»* explique-t-il. *La question de savoir si les pêcheurs réunionnais vont être les seuls à être exclus de la pêcherie à la légine est une question éminemment politique sur laquelle nous attendons avec impatience un positionnement gouvernemental qui n'a pour l'instant pas eu lieu ».*

Sécurité maritime
La marine reçoit deux patrouilleurs



Nouveau souffle. Le patrouilleur de la marine malgache « Trozona» ne sera plus seul. La république populaire de Chine a offert deux autres bâtiments aux forces navales malgaches. Une cérémonie de remise officielle des deux navires s'est déroulée, hier, à la base navale d'Antsiranana en présence du président de la République Hery Rajaonarimampianina et l'ambassadeur de la république populaire de Chine, Yang Xiaorong.

Baptisé « Tselatra » et « Malaky », les deux nouveaux patrouilleurs de 26 mètres ont une vitesse opérationnelle de 16 nœuds, soit environ 30 kilomètres à l'heure. Pouvant atteindre une cible flottante à 1 500 mètres et une cible aérienne à 1 000 mètres, ces nouveaux bâtiments apportent un nouveau souffle aux trois cents éléments de la marine malgache.

Les forces navales malgaches ne disposaient que du patrouilleur « Trozona » pour surveiller les centaines de milliers de kilomètres carrés de nos eaux territoriales. Assistée par quelques vedettes rapides offertes par les partenaires, la flotte de la marine malgache est largement insuffisante. Ainsi, les auteurs de trafics en tous genres, de pêches illégales et de pillage des richesses marines peuvent agir à leur guise. « Nous allons défendre notre économie bleue et nos ressources marines », a promis le président de la République dans son allocution.

Cette déclaration renforce les propos du ministre de la Défense nationale, le général Béni Xavier Rasolofonirina lors de la visite des membres du congrès américain, il y a quelques semaines. « Nous avons eu tendance à nous concentrer sur l'intérieur de notre territoire, en délaissant la mer. Ainsi, en termes de ressources humaines, les nouveaux rengagés devraient venir renforcer les rangs des quelque trois-cents hommes déjà en poste », a-t-il soutenu.

Les ports d'attache de ces nouveaux bateaux n'ont pas encore été précisés mais vu que la Grande île dispose de peu de bases navales, les choix sont limités. Mais on pressent que ces nouveaux bateaux seront fortement

sollicités avec les milliers de bateaux qui circulent par jour dans les eaux territoriales malgaches. « En matière de sécurité marine, la partie Sud de Madagascar est encore déserte », déplore le ministre de la Défense nationale au cours d'une rencontre avec la presse il y a quelques semaines.

Avec l'opérationnalité du centre de Fusion et d'information maritime (CFIM) en février, la sécurisation de nos frontières s'améliore, surtout avec l'appui de ces deux nouveaux patrouilleurs.

Andry Rialintsalama

Tourisme : ouverture aérienne pour doper les arrivées



Sans des connexions directes entre la destination mauricienne et de nouveaux marchés, un nouveau record en nombre de visiteurs ne pourrait être atteint. Des ouvertures additionnelles vers l'Europe et le Moyen-Orient sont annoncées.

À l'approche du dernier trimestre de 2017, l'ouverture de l'espace aérien prend une nouvelle dimension. Après la Saudi Arabian Airlines qui a effectué son vol inaugural vers Maurice, jeudi dernier, ce sera au tour de la KLM Royal Dutch Airlines de débuter la desserte Amsterdam–Plaisance à partir du 30 octobre prochain.

« Pour soutenir la croissance des deux dernières années, nous devons aller vers des marchés porteurs. L'arrivée de KLM à partir d'octobre augmentera la connectivité vers la Scandinavie, l'Europe de l'Est et le Benelux. Ce sont des marchés sur lesquels la MTPA et les opérateurs ont beaucoup travaillé. Nous y avons effectué des road shows », explique Kevin Ramkaloan, directeur de la Mauritius Tourism Promotion Authority (MTPA).

Jusqu'ici, des pays comme la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg (appelés le Benelux), la Suède, la Norvège et le Danemark (formant la Scandinavie) connaissent et aiment la destination mauricienne. Cette connexion aérienne vient donc boucler la boucle sur le plan touristique et éviter aux visiteurs de faire de plus grands détours via Paris, Dubayy ou l'Allemagne.

Vols saisonniers

À ces nouveaux vols se greffent des capacités additionnelles venant des compagnies opérant déjà sur la destination mauricienne et coïncidant avec la haute saison touristique. D'autres développements sont à prévoir sur le plan européen et dans la région. Air Mauritius est également engagée dans

une offre plus élargie. À partir du 28 novembre, la compagnie d'aviation nationale offre des vols hebdomadaires vers Genève, en Suisse. Ces vols saisonniers dureront jusqu'au 23 février 2018.
Avec cette hausse du nombre de sièges vers Maurice, l'industrie est bien placée pour atteindre une croissance de 7 % à 8% par rapport à la précédente année, fait ressortir Kevin Ramkaloan. À ce jour, selon les données de Statistics Mauritius, le nombre d'arrivées est estimé à 1,36 million. Des recettes de Rs 58,8 milliards sont attendues. Ce qui devrait permettre à l'industrie touristique d'établir de nouveaux records.

Campagne régionale : les Iles Vanille et Turkish Airlines en tournée
Ayant pour objectif de développer les croisières, les combinés inter-îles de l'océan Indien et la prospection de nouveaux marchés, l'association des Iles Vanille, en partenariat avec Turkish Airlines, a effectué plusieurs missions en Europe. Ainsi des professionnels du secteur – venant des hôtels et agences de réceptifs – ont fait des déplacements en Hongrie, Roumanie, République tchèque, puis en Bulgarie, Serbie et Slovénie. Et la semaine écoulée, ils ont eu des rencontres avec des tour-opérateurs et des agences de voyages en Ukraine, Lettonie et Russie.

« Dans toutes les villes où nous sommes passés, les ventes ont vraiment décollé. Je suis très satisfait de cette coopération », a fait ressortir Fatih Mehmet Kursun, directeur de Turkish Airlines pour Maurice, Madagascar et les Seychelles. Pascal Viroleau, directeur des Iles Vanille, a indiqué « qu'au-delà des bons chiffres, il s'agit d'opérations de coopération où toutes les îles peuvent être représentées et développer leurs réseaux de commercialisation. »

Échanges : accord Maurice – Portugal sur l'aviation
Maurice et le Portugal ont paraphé la semaine dernière un accord visant à promouvoir le développement des lignes aériennes. Selon Maria Amelia Maio de Paiva, ambassadrice du Portugal à Maurice, cet accord devrait aboutir à un nombre plus conséquent de visiteurs portugais vers notre destination et vice-versa. Représentant la partie mauricienne, le Secrétaire au Cabinet et chef de la Fonction publique, Nayen Kumar Ballah, met l'accent sur le fait que l'accord établit le cadre nécessaire pour la promotion des liaisons aériennes et d'autres échanges entre les deux pays. Rappelons que pour les huit premiers mois de l'année, Maurice a accueilli 2 817 visiteurs portugais, 2,4 % de plus que durant la période similaire en 2016.

EXPORTATIONS : Les Comores dans le viseur de Maurice



Les Comores deviendront-elles un partenaire commercial important de Maurice ? Suite à une visite d'étude effectuée par Enterprise Mauritius en août dernier, l'organisme dirigera une délégation mauricienne composée de 20 entreprises aux Comores du 23 au 29 septembre. Ces entreprises issues de divers secteurs présenteront leurs produits aux potentiels acheteurs comoriens.

L'objectif de la visite d'étude menée par Enterprise Mauritius était de tâter le pouls du marché comorien pour voir si les produits mauriciens peuvent y être exportés. Cette première visite comprenait des enquêtes de marché, des enquêtes sur les prix et des rencontres avec les acteurs principaux de la chaîne de distribution à Moroni. L'étude de pré-mission avait été menée par Honita Cowaloosur, manager de la division d'Afrique à Enterprise Mauritius, et soutenu par Djae Said Salim, consul honoraire de Maurice aux Comores, de même que l'Union des Chambres de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture (UCCIA).

Selon Enterprise Mauritius, des acheteurs ont déjà soumis une liste de produits qu'ils souhaitent obtenir de Maurice. Elle tentera en ce sens une stratégie de marketing personnalisée consistant d'abord à identifier la demande et, ensuite, à faire correspondre les fournisseurs mauriciens. Les membres de la délégation mauricienne sont déjà en négociations avec de potentiels acheteurs comoriens. Pour Enterprise Mauritius, ces négociations devraient déboucher dans des transactions concrètes pendant la mission en septembre.

Pour l'organisme local, le succès de ce projet est déjà visible. Le consul honoraire de Maurice aux Comores et certains acheteurs sont présents à Maurice. Ils ont visité les locaux de fournisseurs potentiels mauriciens avant le grand événement attendu à Moroni la semaine prochaine. Par ailleurs, Enterprise Mauritius avance qu'un soutien sera offert aux femmes

entrepreneurs comoriennes pour prospecter les possibilités et tester leurs produits en vue d'être certifiés par les laboratoires mauriciens pour la foire EFOICOM, qui se tiendra le 28 septembre. Une rencontre est aussi prévue avec des fabricants de matériaux d'emballage pour la valeur ajoutée aux produits comoriens.